

VITROLLES - CCAS

Service de Contrôle de Légalité

Acte n° : DEL21-26

avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 21/09/2026

Objet : REEXAMEN DE LA PRISE EN CHARGE DU LOYER ET DES FACTURES DE LA LOCATIRE DE LA
RESIDENCE MAURICE MAUREL

Nature : Délibérations

Matière : Domaines de compétences par themes - Aide sociale

Date de télétransmission : 09/10/2026

Agent de transmission : Maryline CZURKA

Acte : DEL 21 26 REEXAMEN DE LA PRISE EN CHARGE LOCATAIRE SOUSTO.pdf

Annexes :

Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL

12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 013

Identifiant de l'acte : 013-261302319-20260921-DEL21-26-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 09/10/2026

Mise en ligne le :

**Extrait du registre des délibérations
du Conseil d'Administration du C.C.A.S.**

Séance du 21 SEPTEMBRE 2026

DELIBERATION N° 21/2026

Le Conseil d'Administration, dûment convoqué, s'est réuni en salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Madame CZURKA Maryline, Vice-Présidente du CCAS.

Présents : Loïc GACHON, Maryline CZURKA, Annie BERTHOLLAZ, Julien MENGEAUD, Martine MIGLIOR, Kadija RAFIA, Alain GAUDE, Amandine GIRAUD, Marie-Thérèse THIBAUT, Judith DESSI, Sébastien GIAMBERTONE, Sylviane THOMAS, Maryline INFANTES, Guy BIANCOTTO

Absents excusés : Florence ZEMOUR, Joris COPPENS, Christine TOSAN (Mme TOSAN donne "bon pour pouvoir" à Mme RAFIA Kadija)

C.A. en exercice : 17 Présents : 14 Représenté : 1 Votants : 15

Date de convocation : 16 septembre 2026

Président de Séance : Mme CZURKA Maryline, Vice-Présidente du CCAS

Secrétaire de séance : Mme VILORIA Jocelyne, Directrice déléguée du CCAS

Le nombre des membres du Conseil présents est arrêté à 14 (quatorze)

Le nombre de votants est arrêté à 15 (quinze) voix

La séance est ouverte à 18h08.

**OBJET : RÉEXAMEN DE LA PRISE EN CHARGE DU LOYER ET DES FACTURES
D'ÉLECTRICITÉ ET D'EAU DE MADAME X, LOCATAIRE DE LA RÉSIDENCE
MAURICE MAUREL**

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu les compétences du Centre Communal d'Action Sociale en matière d'aide et d'accompagnement des personnes en situation de fragilité ;

Vu le règlement intérieur des aides facultatives du CCAS ;

Considérant que Madame X, ancienne résidente de la Résidence " La Sousto Vital Rouard", a été relogée en 2011 à la Résidence Maurice Maurel, géré par 13 HABITAT dans le cadre de l'opération de démolition-reconstruction ;

Considérant que, depuis ce relogement, le CCAS assure la prise en charge du loyer ainsi que les factures d'eau et d'électricité de l'intéressée ;

Considérant que, dans le cadre du contrôle des dépenses, le Comptable public a demandé au CCAS de produire une délibération du Conseil d'Administration ayant autorisé de manière pérenne cette prise en charge ;

Considérant que les recherches réalisées dans les archives du CCAS n'ont pas permis de retrouver l'acte ou la délibération ayant autorisé cette prise en charge ;

Considérant qu'aucun élément porté à la connaissance du Conseil d'Administration ne permet d'établir l'existence d'un engagement permanent et irrévocable du CCAS à maintenir cette prise en charge ;

Considérant que cette aide revêt le caractère d'une aide sociale facultative dont l'octroi, le maintien, la modification ou la suppression relèvent de la compétence du Conseil d'Administration ;

Considérant que le maintien de cette prise en charge intégrale ne correspond plus aux modalités d'attribution des aides facultatives actuellement en vigueur au sein du CCAS ;

Considérant qu'il appartient au Conseil d'Administration de veiller à la bonne gestion des deniers publics, au respect du principe d'égalité entre les bénéficiaires des aides facultatives ;

Considérant toutefois la nécessité d'accompagner Mme X dans cette évolution afin d'éviter toute rupture brutale de sa situation sociale ;

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration :

Décide de mettre fin à la prise en charge du loyer ainsi que des dépenses d'eau et d'électricité de Madame X ;

Décide que cette suppression interviendra de manière progressive à compter de la notification de la présente délibération ;

Charge la Commission permanente, dans le cadre des délégations qui lui ont été consenties, de définir les modalités pratiques de cette extinction progressive ainsi que la durée et d'assurer le suivi social de l'intéressée ;

Dit qu'un accompagnement par un travailleur social pourra être proposé à Madame X afin

d'étudier toute aide ou dispositif susceptible de contribuer au maintien de son équilibre budgétaire ;

Autorise Monsieur le Président ou Madame la Vice-Présidente à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Pour extrait conforme,
Pour le Président et par délégation,
La Vice-Présidente,
Maryline CZURKA



